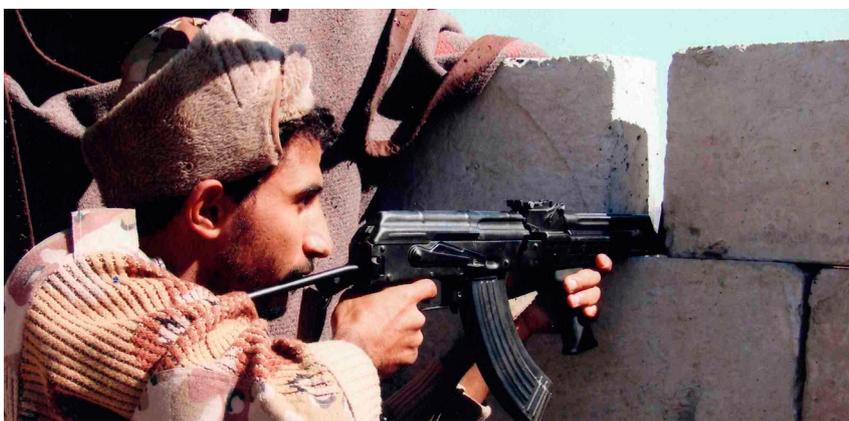


# LE YÉMEN: LUTTE DIFFICILE CONTRE LE TERRORISME

La lutte contre le terrorisme au Yémen s'annonce difficile. Bien que l'Occident ait reconnu la nécessité d'une vaste stratégie civilo-militaire au Yémen, il se trouve devant un défi puisqu'un renforcement du gouvernement central au Yémen ne signifie pas obligatoirement un surcroît de stabilité ni une baisse de la menace terroriste. Etant donné les possibilités d'influence limitées, les gouvernements occidentaux devraient faire de la promotion de l'intégration régionale du Yémen et des efforts de négociation en vue de la résolution des conflits internes les points forts de leur politique au Yémen.



Un soldat yéménite aux alentours de Saada, le 13 janvier 2010

Reuters / Ho New

Depuis l'attentat terroriste manqué contre un avion de ligne avant son atterrissage à Detroit le 25 décembre 2009, la communauté internationale a porté une attention accrue à la situation au Yémen. Le jeune auteur nigérian de la tentative d'attentat avait manifestement reçu sa formation terroriste au Yémen. Les gouvernements occidentaux ont en particulier, sur cette toile de fond, attiré l'attention sur l'importance croissante de ce pays d'Arabie du Sud comme base et refuge d'al-Qaïda. La question de la lutte contre le terrorisme au Yémen est donc devenue, du moins à court terme, un thème important de la politique de sécurité internationale.

C'est ainsi que l'administration américaine a annoncé immédiatement l'augmentation de l'aide économique et militaire ainsi que l'intensification de la coopération avec les forces de sécurité yéménites dans la lutte antiterroriste. On a convenu, à l'occasion de la conférence fixée à court terme fin janvier 2010 à Londres, de la création d'une

communauté d'intérêts internationale, les «Amis du Yémen», dont l'objectif est d'aider Sanaa à mettre en œuvre des réformes.

L'accent mis expressément sur les réformes et le soutien durable des efforts de développement indique que l'Occident a en partie tiré des leçons des erreurs faites dans le passé dans la lutte contre le terrorisme et ne mise plus unilatéralement sur des mesures militaires et de services secrets. La rhétorique, exagérée au début, qui a tout de suite identifié le Yémen comme troisième front dans la «lutte contre le terrorisme» aux côtés de l'Afghanistan et de l'Irak a été rapidement étouffée. Les appels à l'intervention de soldats américains contre les «bases terroristes» au Yémen faits au sein du Congrès américain ont été rejetés.

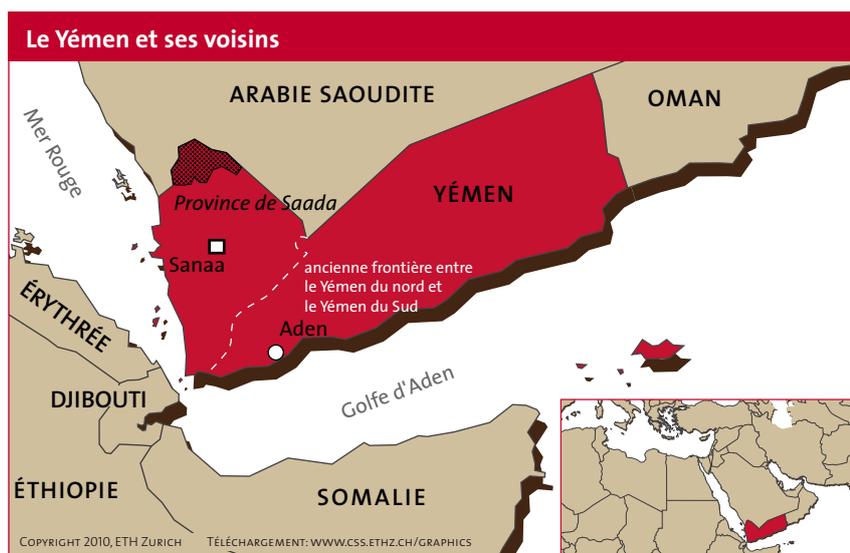
Des doutes subsistent cependant quant à la mesure dans laquelle la stratégie des gouvernements occidentaux entraînera une amélioration de la situation au Yémen. Le morcellement politique intérieur est

complexe et marqué par des conflits dans le Nord et le Sud du pays ainsi que par des défis socio-économiques. Le dilemme central de l'Ouest consiste dans le fait que l'étroite coopération avec le gouvernement central de Sanaa, qui n'est guère évitable pour lutter contre le terrorisme, menace de contribuer à l'intensification des constellations politiques intérieures qui avaient rendues possibles la propagation d'al-Qaïda au Yémen. La situation instable du Yémen s'explique en outre par des influences régionales dont il faut tenir compte dans la gestion internationale de la crise.

Sans un apaisement des conflits locaux au Yémen et l'endigement du risque terroriste, une autre déstabilisation de la région, stratégiquement importante et qui comprend la Corne de l'Afrique et le Sud de la péninsule arabe, est imminente. Pour l'Occident, d'importants intérêts d'ordre sécuritaire, énergétique et économique sont liés à la question de l'avenir du Yémen. Ignorer le problème du Yémen n'est donc pas une option. Le défi central réside bien davantage dans la formulation d'une stratégie tenant compte des réalités locales et régionales spécifiques.

## Al-Qaïda et le Yémen

La patrie ancestrale de la famille Ben Laden est depuis toujours un important lieu de recrutement d'islamistes d'orientation fondamentaliste-salafiste. Dans les années 1980 déjà, un grand nombre de volontaires yéménites ont lutté aux côtés des moudjahiddines contre les occupants soviétiques en Afghanistan. Ce sont eux aussi qui, de retour de l'Hindou Kouch, ont créé les premiers groupes djihadistes au Yémen.



Après l'attentat terroriste contre la *USS Cole* dans le port d'Aden en octobre 2000, les autorités de sécurité yéménites ont entamé avec les États-Unis une étroite coopération dans la lutte contre les branches locales d'al-Qaïda qui n'étaient alors que vaguement organisées. La collaboration s'est intensifiée après le 11 septembre 2001. Avec le meurtre ciblé du meneur d'al-Qaïda à l'aide d'un drone américain en novembre 2002 et l'arrestation consécutive du groupe de dirigeants, l'organisation semblait être largement démantelée au Yémen.

Mais les dirigeants yéménites ont arrêté leur coopération avec les États-Unis dans la lutte antiterroriste en raison de la pression politique intérieure et de la guerre imminente en Irak. Le fait que le gouvernement néglige le problème terroriste et des développements en Arabie Saoudite ont favorisé une réorganisation d'al-Qaïda au Yémen qui a débuté par l'évasion de 23 suspects de terrorisme de prison en février 2006. La nouvelle direction d'al-Qaïda, augmentée de quelques-uns des évadés, s'est attaquée au cessez-le-feu de facto avec le gouvernement qui s'était établi les années précédentes.

La poursuite de la radicalisation de l'organisation s'explique surtout par l'afflux de cadres d'Arabie Saoudite qui a commencé suite au succès des mesures antiterroristes dans le Royaume en 2005. Abandonnant les anciennes pratiques, l'organisation attaque aussi depuis, en plus des cibles occidentales, des représentants gouvernementaux et des cibles stratégiques à l'intérieur du pays. L'escalade des attentats terroristes par al-Qaïda a atteint son apogée temporaire avec l'attentat contre l'ambassade américaine à Sanaa en septembre 2008. Finalement, en janvier 2009, l'organisation a annoncé la

fusion formelle des branches yéménite et saoudienne en «Al-Qaeda in the Arabian Peninsula» (AQAP). Cette fusion s'est accompagnée d'une extension des opérations à des cibles situées en dehors du Yémen.

AQAP dispose bien aujourd'hui au total de quelques centaines de combattants qui séjournent principalement dans les régions tribales périphériques soustraites au pouvoir central. À la différence de manifestations antérieures du phénomène al-Qaïda au Yémen, AQAP a réussi à obtenir un ancrage de l'organisation dans les régions tribales par le biais d'un recrutement local et de l'intégration des autorités respectives. La protection accordée vis-à-vis de l'organisation terroriste de la part de certaines tribus est cependant plutôt due à un calcul politique qu'à une proximité idéologique. À la différence de l'Afghanistan, qui sert souvent de comparaison, il n'y a en outre pas, au Yémen, de mouvement rebelle des salafistes militants qui soit en mesure d'obtenir le contrôle de l'État central.

### Situation politique intérieure difficile

Malgré des renchérissements mutuels, la menace engendrée par l'établissement de l'AQAP dans les régions tribales est de toute façon un problème mineur du point de vue du gouvernement de Sanaa. La guerre civile qui ne cesse de s'enflammer dans le Nord, le mouvement sécessionniste rampant dans le Sud jadis indépendant ainsi que les énormes défis économiques et sociaux du pays sont plus importants.

À l'extrême Nord, le gouvernement central combat le mouvement des rebelles *Huthi* (du nom de la famille qui les dirige) autour de la ville de Saada. Les rebelles se consi-

dèrent comme les défenseurs des zaïdites, l'orientation chiite dominante au Yémen dont les partisans représentent environ 45% de la population totale. La rébellion Huthi reste jusqu'à présent un phénomène local, principalement soutenu par les anciennes élites sous les zaïdites qui ont gouverné l'ancien Nord Yémen jusqu'à la révolution de 1962. Mais il importe manifestement surtout aux rebelles Huthi de mettre fin à la discrimination économique et politique des zaïdites dans la province de Saada et de rétablir leurs droits culturels et religieux. Le président Salih essaie d'obtenir le soutien de l'Occident dans le conflit en accusant les rebelles au Nord de coopérer avec l'AQAP. Mais le déclenchement de la rébellion Huthi en 2004 a en fait été principalement causé par la propagation des institutions et doctrines salafistes à Saada soutenue par le gouvernement central.

Les troubles dans les territoires du Sud Yémen restent larvés pour le moment mais ils sont en principe encore plus menaçants pour le gouvernement central. Depuis la réunification des deux Yémen en 1990 et la courte guerre civile de 1994, les élites politiques du Nord Yémen (principalement des parents et confidents du président Salih) dominent l'État central. Le mouvement de résistance dans le Sud s'est appuyé au début sur les anciennes élites dirigeantes du Sud Yémen socialiste indépendant. Le sentiment de discrimination par le Nord, largement répandu, le manque d'attention porté au port d'Aden, bien situé, et la faible participation aux recettes des champs de pétrole situés pour la majorité dans le Sud ne cessent d'attiser l'opposition. Les voix en faveur d'une sécession du Sud se multiplient simultanément. L'opposition jouit aujourd'hui dans le Sud d'un vaste soutien, surtout parce que le gouvernement a réagi par de fortes répressions aux premières expressions de mauvaise humeur et manifestations. De premières actions armées dans le courant de 2009 font craindre la possibilité qu'un conflit armé et séparatiste n'éclate aussi dans le Sud, parallèlement à la guerre qui sévit dans le Nord.

À côté de ces deux foyers de conflit, le gouvernement yéménite se voit en outre confronté à de gros défis socio-économiques. Les revenus pétroliers, qui financent actuellement presque 75% du budget, seront épuisés dans cinq à dix ans. L'eau devient elle aussi extrêmement rare. Au Yémen, la population continue simultanément à croître et doublera pratiquement dans 20 ans selon les pronostics, pour pas-

ser de 23 millions actuellement à environ 40 millions. Maintenant déjà, le chômage est d'environ 35 pour cent. Le Yémen est déjà considéré aujourd'hui comme l'Etat arabe le plus pauvre; c'est un véritable effondrement économique qui le menace dans les prochaines années.

### Le contexte régional

Il faut tenir compte, pour comprendre les conflits au Yémen, de la dimension régionale. Il faut en particulier observer de manière critique le rôle saoudien malgré la volonté de coopération démontrée récemment. La propagation précoce du salafisme militant au Yémen s'explique surtout par le soutien financier considérable des Saoudiens. Le déclenchement de la rébellion Huthi dans le Nord s'explique par exemple entre autres par la promotion d'écoles et de groupes salafistes dans la province de Saada par les Saoudiens. La récente intervention militaire de l'Arabie Saoudite dans le conflit Huthi a eu pour effet d'aiguiser ce dernier.

La méfiance des Yéménites vis-à-vis de Riyad trouve aussi son origine dans les frontières contestées et les expériences historiques, puisque l'Arabie Saoudite s'est souvent montrée partisane d'une division du Yémen. Le rôle de l'Iran dans les conflits dans le Sud de l'Arabie peut par contre être considéré comme négligeable actuellement. Il n'y a pas de preuves concrètes d'une ingérence iranienne dans le conflit Huthi. L'interprétation de la dispute le long d'un axe Sunna-Chia est essentiellement elle aussi fourvoyée. La confession zaïdite présente en réalité de plus grandes similitudes avec les écoles de droit sunnites et peu de similarités avec la religion nationale iranienne.

Il ne faut par contre pas sous-estimer les effets de la déstabilisation dans la Corne de l'Afrique sur le Yémen. Les réfugiés somaliens, déjà au nombre de 160 000, ne représentent pas seulement un fardeau économique, mais constituent peut-être un autre vivier de recrutement pour les islamistes. Une coopération directe entre l'AQAP et les djihadistes somaliens, par exemple sous forme d'attaques concertées sur le trafic maritime, est certes actuellement improbable malgré toutes les déclarations de solidarité. Mais le problème incontrôlable de la piraterie dans l'Océan Indien combiné à la menace d'empiètement des milices islamistes radicales sur les territoires autonomes dans le Nord de la Somalie devrait cependant continuer d'influencer négativement tant la situation sécuritaire au Yémen que la situation économique.

### Une stratégie durable

La stratégie au Yémen annoncée à la conférence de Londres et dans des communiqués consécutifs de l'administration Obama renferme, en raison de son caractère civilo-militaire complet, des amorces prometteuses. Le scepticisme est cependant de rigueur pour deux raisons:

Premièrement, il faut s'attendre à ce que la mise en œuvre des composants civils et militaires de la stratégie fasse ressortir des contradictions. Les prestations d'aide et les mesures infrastructurelles directes pour les territoires négligés jusqu'à présent au Yémen augmenteront par exemple la volonté des dirigeants des tribus à mettre fin à leur protection de l'AQAP et à coopérer avec les organes de sécurité yéménites. Des coups militaires insuffisamment préparés et réalisés en étroite coordination avec les Etats-Unis avec beaucoup de victimes civiles, telles qu'on a pu les observer ces derniers mois, minent par contre le soutien de la population yéménite. Le calcul de l'AQAP consiste en effet à provoquer des interventions militaires de l'Occident (et de l'Arabie Saoudite) au Yémen pour attiser un vaste mouvement de rébellion islamiste.

Deuxièmement, la collaboration intensifiée avec le gouvernement central de Sanaa recèle le danger d'une déstabilisation du Yémen et d'une propagation croissante du terrorisme. L'augmentation considérable de l'aide militaire déjà annoncée confortera le président Salih dans son refus de compromis avec les rebelles Huthi et l'opposition dans le Sud et augmente le risque d'autres conflits militaires. L'expérience historique n'invite en outre guère à l'optimisme en ce qui concerne la volonté de Salih de combattre de façon conséquente les salafistes militants à qui il a sans cesse eu recours dans le passé comme partenaires d'alliance contre d'autres parties de l'opposition.

Une stratégie de lutte antiterroriste au Yémen conçue à long terme devrait donc commencer par résoudre les problèmes économiques et sociaux du pays. Mais les possibilités d'influence des acteurs occidentaux sont limitées à ce niveau. C'est ainsi que la plupart des initiatives passées ont échoué à cause de l'incapacité du régime Salih à engager des réformes, le régime ayant utilisé une grande partie des revenus nationaux pour financer ses propres réseaux de patronage et maintenir son pouvoir. Le gouvernement a jusqu'à présent rejeté les promesses d'aide liées à des conditions. Il faut partir du principe

qu'il instrumentalise cette fois-ci aussi l'inquiétude occidentale devant le danger terroriste, bloque des réformes fondamentales et refuse le retour à la démocratie pour financer le maintien de son propre pouvoir.

Du point de vue occidental, l'encouragement d'efforts régionaux en vue de l'intégration économique du Yémen devrait être au centre des préoccupations. Etant donné les fardeaux historiques dans la relation avec l'Arabie Saoudite, un rôle plus fort des autres Etats-membres du Conseil de coopération du Golfe (GCC) serait souhaitable à ce niveau. La demande d'adhésion au GCC du Yémen, faite il y a plus de dix ans, est toutefois restée vaine jusqu'à présent. Cela s'explique d'une part par le fardeau économique que pourrait représenter pour les Etats du GCC une adhésion du Yémen. D'autre part, le fait que le Yémen soit la seule république sur la péninsule arabe a aussi un effet menaçant sur les monarchies du Golfe. Il reste à voir dans quelle mesure la meilleure intégration du Yémen dans les marchés régionaux que l'on fait entrevoir sera effectivement réalisée. L'ouverture des économies du GCC aux travailleurs immigrés yéménites serait d'une importance énorme. Avant l'expulsion de tous les Yéménites en 1991, les reflux contribuaient considérablement à la performance économique du Yémen.

Outre la promotion de l'intégration économique régionale, l'Occident pourrait aider le Yémen à venir à bout du problème des réfugiés somaliens. Il devrait en plus s'engager en faveur du règlement pacifique des conflits intérieurs au Yémen. Ici aussi, un encouragement des efforts de médiation d'acteurs régionaux est surtout indiqué, en plus des essais de négociation propres et de mesures comme le soutien de la trêve convenue récemment avec les rebelles Huthi. On mentionnera par exemple dans ce contexte le rôle de l'émirat du Qatar dans le conflit Huthi. Les facteurs régionaux ne font pas seulement partie du problème au Yémen mais sont aussi un composant indispensable de la solution.

Editeur responsable: Daniel Möckli  
analysen@sipo.gess.ethz.ch

Commande d'analyses et abonnement gratuit: [www.ssn.ethz.ch](http://www.ssn.ethz.ch)